



Legal Aid Bulletin

375 University Avenue, Suite 404
Toronto M5G 2G1 (416) 979-2352

March 1993, No. 84

Record number of accounts paid

An all-time high of nearly 36,000 accounts were paid in March. The payment schedule for the month was as follows:

Final Accounts (30 days):	83.5%
Standard Form (30 days):	93.1% criminal 99.5% civil
Settled Accounts (60 days):	98.6% criminal 98.7% civil

In February, more than 30,000 accounts were received and by the third week of February the total number of accounts paid this year surpassed that for the entire 1991/92 fiscal year. A record 35 per cent of accounts paid during January were interim accounts.

The workload for the first three months of 1993 is unprecedented. The Christmas/New Year holiday and the Plan's move to new offices in early January, combined with unfounded concerns that the Plan was out of money, resulted in a backlog and created a situation in which some accounts were not paid in the same timely fashion that the bar became accustomed to in 1992.

Payment schedules have returned to normal. Overtime and weekend work by Plan staff has eased the backlog and the Legal Accounts Department has developed new processes to deal with the increased demand. The introduction of the new civil tariff, which is expected this spring, will also speed up payment of civil accounts.

Criminal tariff amendments

Criminal lawyers are reminded that amendments to the criminal tariff that came into effect in November 1992 apply to all certificates issued and amended after that date.

FOI policy adopted

The Legal Aid Committee unanimously adopted at its March meeting a report recommending a formal Freedom of Information (FOI) policy for the Plan.

The policy does not fundamentally alter current practices relating to access and privacy, but rather provides a framework to deal with the increasing volume and complexity of information requests.

One of the guidelines stipulates that there should be a right of access by individuals to information about themselves, subject only to clear and specific exemptions. Opinion letters and materials that could affect third parties will be released unless it is demonstrated that release is likely to have

a serious negative impact. A preliminary list of specific records and their disclosability—rated as always, usually or seldom disclosed—is contained in the policy.

The policy also provides for a right to appeal all decisions concerning requests handled by Area Directors and the Provincial Office. Appeals will be heard by the Deputy Director, Appeals.

A complete copy of the policy can be obtained by contacting the Provincial Office at (416) 979-1446.

Submitting accounts

The Legal Accounts Department advises lawyers that submitting accounts with forms and other documents arranged in a specific sequence can speed up processing time because staff do not have to sort the material before working on it. Please forward accounts with the papers in the following order:

1. Direction/Idemnity (if applicable)
2. a) Standard form accounts only
 - completed Form 50/51 (criminal/civil)
 - two copies with signatureb) Settled accounts only
 - one signed copy of front page of Form 50/51
 - two signed copies of account with appropriate tier level and GST information

All accounts

3. Invoices, one copy (if applicable)
4. Covering letter, if necessary, or request for discretion
5. Copies of opinion letter, amendments and authorizations to proceed
6. Certificate (Form 7)
 - original or copy signed with Solicitor Number.

Refugee pilot project

A subcommittee was struck at the March meeting of the Legal Aid Committee to examine the feasibility of establishing pilot projects to deliver refugee/immigration legal aid services. The 10-member subcommittee, made up primarily of members of the immigration bar and chaired by Ruth Lawson, the Plan's deputy Director, Appeals, has begun meeting and hopes to submit its report in the fall.

For the nine months ended January 31, 1993, the Plan issued more than 18,000 refugee/immigration certificates. A similar number of certificates was issued during the same period in the previous fiscal year.



Bulletin de l'aide juridique

375 University Avenue, Suite 404
Toronto M5G 2G1 (416) 979-2352

Mars 1993, n° 84

Païement record des comptes

Le Régime a payé près de 36 000 comptes en mars, ce qui représente un chiffre record. Les paiements sont répartis comme suit :

- Comptes finaux (30 jours) : 83,5 %
- Comptes types (30 jours) : 93,1 % (matière criminelle)
99,5 % (matière civile)
- Comptes liquidés (60 jours) : 98,6 % (matière criminelle)
98,7 % (matière civile)

En février, le Régime a reçu plus de 30 000 comptes et, dès la troisième semaine du mois, le nombre total des comptes payés au cours du présent exercice dépassait celui de tout l'exercice 1991-1992. Au total, 35 pour cent des comptes payés pendant le mois de janvier étaient des comptes provisoires, une proportion jamais atteinte.

La charge de travail correspondant au premier trimestre de 1993 est sans précédent. Les craintes entretenues à tort au sujet des ressources financières du Régime, les congés de Noël et du Jour de l'An ainsi que le déménagement du Régime au début de janvier ont empêché que certains comptes soient payés avec la ponctualité à laquelle les avocates et les avocats ont été habitués en 1992.

Les délais de paiement sont revenus à la normale. Les heures supplémentaires et le travail effectué la fin de semaine par le personnel du Régime ont permis de diminuer les arriérés de paiement, tandis que le Service des comptes juridiques prenait des mesures pour faire face à l'augmentation des demandes. L'adoption du nouveau tarif en matière civile, qui est attendue pour le printemps, accélérera également le paiement des comptes en matière civile.

Modifications apportées au tarif en matière criminelle

Il est rappelé aux criminalistes que les modifications au tarif des causes criminelles entrées en vigueur en novembre 1992 s'appliquent à tous les certificats délivrés et modifiés après cette date.

Adoption d'une politique de droit d'accès à l'information

À sa réunion de mars, le Comité de l'aide juridique a adopté à l'unanimité un rapport recommandant au Régime l'instauration d'une politique officielle d'accès à l'information.

Cette politique ne change pas fondamentalement les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée; elle fournit plutôt un guide de traitement des demandes de renseignements, dont le volume et la complexité ne cessent de croître.

Selon cette politique, les particuliers devraient jouir d'un droit fondamental d'accès à l'information qui ne serait restreint que par des exceptions claires et précises. Les opinions écrites et les documents susceptibles d'avoir une incidence sur des tiers seront communiqués à moins que l'on ne démontre que leur divulgation

risque de causer un tort important. La politique visée effectue un classement préliminaire de certains dossiers particuliers en fonction de la divulgation (systématique, générale, rare).

La politique prévoit également le droit d'interjeter appel de toutes les décisions relatives aux demandes tranchées par les directrices et directeurs régionaux et le bureau provincial. Les appels seront entendus par la directrice ou le directeur adjoint de la division des appels.

Pour obtenir le texte intégral de cette politique, il suffit de téléphoner au bureau provincial au numéro suivant: (416) 979-1446.

Présentation des comptes

Le Service des comptes juridiques avise les avocates et les avocats qu'un ordonnancement adéquat des formules et des autres documents pertinents peut accélérer le traitement de leurs comptes : cela évite au personnel de classer les documents des dossiers reçus avant de commencer à y travailler. Nous vous saurions donc gré de présenter vos documents dans l'ordre suivant :

1. Directive/Indemnité (le cas échéant)
2. a) Comptes types seulement
 - formule 50/51 dûment remplie (matières criminelle et civile)
 - deux copies avec signature
- b) Comptes liquidés seulement
 - une copie signée de la première page de la formule 50/51
 - deux copies signées du compte avec les renseignements concernant le rang et la TPS

Tous les comptes

3. Factures, une copie (le cas échéant)
4. Lettre explicative ou demande de frais discrétionnaires
5. Copies de l'opinion écrite, des modifications et des autorisations de fournir des services
6. Certificat (formule 7)
 - copie ou original signés avec le numéro du procureur ou de la procureure

Projet pilote d'aide juridique aux réfugiés

Un sous-comité a été formé, à la réunion de mars, pour étudier la possibilité de mettre sur pied des projets pilotes de services d'aide juridique aux réfugiées et aux réfugiés ainsi qu'aux immigrantes et aux immigrants. Le sous-comité est présidé par M^e Ruth Lawson, directrice adjointe des appels, et se compose de dix membres, principalement choisis parmi les avocates et les avocats spécialisés en immigration. Les réunions du sous-comité ont commencé et ses membres espèrent pouvoir communiquer leur rapport à l'automne.

Au cours des neuf mois précédant le 31 janvier 1993, le Régime a délivré plus de 18 000 certificats à des réfugiées et réfugiés ainsi qu'à des immigrantes et des immigrants. Un nombre équivalent de certificats avait été délivré pendant la même période de l'exercice précédent.